



**NOURRIR
LE MONDE,
SOIGNER LA
PLANÈTE**

Bilan global de l'AIAF-2014

Une année de progrès pour l'Agriculture Familiale

7 avril 2015



FORUM RURAL MONDIAL
FORO RURAL MUNDIAL
WORLD RURAL FORUM
MUNDUKO LANDAGUNEA

Comité Consultatif Mondial de l'AIAF-2014 de la Société Civile:
CAOPA, ROPPA-PAFO, INADES International, Coprofam, Relacc, PDRR,
Agrosolidaria, AFA, AsiaDHRRA, SEWA, UPA, AFDI, Organic System,
OXFAM International, IFOAM, Slow Food, Action Aid, La Vía Campesina.

I. Introduction

2

Les difficultés auxquelles sont confrontés les agricultrices et agriculteurs familiaux sont nombreuses: changement climatique, marché globalisé et compétition féroce des produits subventionnés étrangers sur les marchés locaux, abandon des soutiens publics au secteur agricole dans de nombreux pays limitant ainsi fortement l'accès aux crédits, à la formation, aux intrants et aux infrastructures rurales,... Et la liste est encore longue.

Mais malgré cette conjoncture défavorable, l'Agriculture Familiale continue d'alimenter le monde en produisant 70% des denrées consommées à l'échelle planétaire. On leur demande par ailleurs de relever un défi à plusieurs visages: nourrir une population mondiale de plus en plus importante et concentrée dans les pôles urbains et ce, avec des ressources productives de plus en plus limitées.

Poussée par la nécessité et l'urgence d'apporter des solutions concrètes pour résoudre durablement ces problèmes, la Société Civile, coordonnée par le Forum Rural Mondial (FRM), organisa une campagne globale pour déclarer 2014 comme Année Internationale de l'Année Internationale. Cette campagne fut appuyée par 360 organisations de la Société Civile ainsi que par des gouvernements, des organisations internationales (en particulier la FAO et le FIDA) et des centres de recherche. Le rôle du Gouvernement des Philippines a été fondamental au moment de présenter le projet de Résolution de l'AIAF-2014, approuvé finale-

ment par l'Assemblée Générale des Nations-Unies. De cette manière, l'Agriculture Familiale a enfin été placée au centre des débats sur la scène internationale!

Dans ce document, nous présenterons les principaux résultats obtenus pendant l'AIAF-2014, avec un accent particulier sur le niveau national.

De son côté, la FAO a été la coordinatrice du programme officiel de l'AIAF-2014, exécutant cette tâche de manière coordonnée avec d'autres agences des Nations-Unies comme le FIDA et le PAM, des gouvernements et des acteurs de la Société Civile comme entre autre l'Organisation Mondiale des Agriculteurs -OMA, La Via Campesina et le Forum Rural Mondial.

La dimension internationale est présentée de manière plus exhaustive dans le document d'Héritage de l'AIAF-2014 et ses annexes, approuvés par le Comité International de Pilotage de l'AIAF-2014.

Nous considérons que ce document n'est pas un matériel reflétant l'autosatisfaction mais plutôt un stimulant pour continuer à travailler pour un processus qui se doit d'être long, face à tout ce qu'il reste encore à faire afin que les droits des hommes et femmes de l'Agriculture Familiale, paysanne, éleveurs, pêcheurs artisanaux, et des communautés autochtones soient reconnus et respectés. ■

II. Résultats globaux

L'AIAF-2014 a généré en premier lieu une reconnaissance généralisée envers le rôle fondamental que jouent les agriculteurs et agricultrices au niveau global. Si avant l'AIAF-2014 beaucoup voyaient l'agriculture familiale comme un métier appartenant au passé, désormais nombreux sont ceux qui en vantent le rôle clé pour le présent et le future de l'humanité. Il faut aussi souligner que l'AIAF-2014 a permis à une grande diversité d'acteurs (Société Civile, centres de recherche, gouvernements, organismes internationaux) de travailler ensemble pour une cause commune.

Nous valorisons l'augmentation d'engagements politiques que l'AIAF-2014 a provoqué auprès de divers gouvernements et décideurs politiques au niveau global. Malgré quelques difficultés, nous pouvons observer la façon avec laquelle les organisations internationales ont déployé des efforts pour adapter leurs structures et interventions en faveur de l'Agriculture familiale. Lors de sa 24^{ème} session, le Comité d'Agriculture de la FAO sollicite à cette même organisation d'intégrer l'Agriculture familiale dans la totalité de son cadre stratégique.

En outre, des initiatives globales précieuses ont été prises, comme l'engagement du Programme Alimentaire Mondial d'acquérir 10% de ses produits auprès de petits agriculteurs familiaux des pays en développement, la plateforme web de l'agriculture familiale ou le Groupe de Travail International mis en place pour élaborer des critères communs pour la caractérisation

et la définition de l'Agriculture familiale. Ces deux dernières initiatives ont été impulsées par la FAO tandis que le FIDA a réalisé divers débats sur la thématique et a appuyé fortement la dimension nationale de l'AIAF-2014.

En outre, le Comité Consultatif Mondial, composé d'organisations agricoles et de développement rural issues des cinq continents, a assuré le développement et la représentation globale de l'AIAF-2014 de la Société Civile.

Nous ne pouvons pas oublier le dynamisme et le leadership atteint par les organisations et fédérations agricoles, dont le renforcement et la protection a été l'un des piliers de l'AIAF-2014.

Enfin, nous souhaitons mettre en avant les changements de politiques publiques qui ont eu lieu pendant l'AIAF-2014 dans divers pays, obtenus surtout grâce aux efforts des Comités nationaux de l'Agriculture Familiale.



Stand du Comité National de l'AIAF en Indonésie.

III. Création des Comités Nationaux

4

Afin d'implémenter l'AIAF, des comités nationaux (CN) ont été établis dans 50 pays. Il s'agit de plateformes nationales où se rassemblent diverses organisations de la Société Civile, d'institutions publiques, de centres de recherche, d'organisations internationales en lien étroit avec l'Agriculture Familiale. Leur but est de s'y concerter et de dialoguer au sujet des politiques publiques nationales nécessaires pour aider les agricultrices et agriculteurs familiaux à relever les nombreux défis auxquels ils sont confrontés. Les objectifs visés dans le cadre de cette année et les activités à mettre en place ont ainsi été choisis au sein de chaque comité.

Afrique (15): Burkina Faso, Burundi, Congo - Brazzaville, Côte d'Ivoire, Gambie, Kenya, Niger, Nigéria, Mali, République Démocratique du Congo, Sénégal, Afrique du Sud, Togo, Ouganda, Zimbabwe.

Europe (10): Belgique, Slovaquie, Espagne, France, Géorgie, Hongrie, Italie, Norvège, Portugal, Suisse.

Asie-Océanie (6): Bangladesh, Inde, Indonésie, Népal, Nouvelle-Zélande, Philippines.

Amérique (19): Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, Equateur, Le Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua, Panama, Para-

guay, Pérou, République Dominicaine, Uruguay, Mexique, Canada, USA.

Le type et le nombre d'organisations formant partie des CN varient beaucoup d'un pays à l'autre. Le tableau et le graphique ci-dessous reprennent ces informations par continent.

Ces comités ont démontré toutes leurs capacités à analyser et à diagnostiquer les problématiques auxquelles sont confrontées leurs exploitations familiales. Ils ont aussi pu démontrer leurs capacités à se mobiliser, dans un court laps de temps, pour entamer un dialogue inclusif entre les différents acteurs nationaux, afin de propulser un cadre national positif aux agriculteurs familiaux.

Et c'est ainsi que de nombreux gouvernements, la FAO, le FIDA, d'autres organisations internationales et bailleurs reconnaissent désormais les CN comme des espaces utiles et légitimes de dialogues relatifs aux thèmes d'agriculture et d'alimentation nationales. Cela témoigne de la reconnaissance du rôle de la Société Civile et du grand intérêt du dialogue participatif avec les acteurs étatiques.

Il est par ailleurs important de souligner que des gouvernements ont formé partie des CN dans près de la moitié des pays concernés. ■



Les participants à l'Assemblée du Programme de Dialogue Régional Rural, tenue à El Salvador, avant la réunion sur l'Agriculture Familiale en Amérique Centrale.

IV. Consensus nationaux, régionaux et globaux

La Société Civile et les Comités Nationaux ont réalisé de nombreux consensus au niveau national, régional ou global au sujet des enjeux de l'Agriculture Familiale et de ses propositions politiques liées à ceux-ci. Elle a souhaité les concrétiser à travers des documents officiels tels que des déclarations, des documents d'orientation politique, des manifestes, des mémorandums,.... Ces documents ont été communiqués aux gouvernements pour les interpellier sur certaines lacunes politiques, pour demander audience ou pour les inviter à des séminaires et autres rencontres afin de discuter plus amplement du contenu. En voici quelques exemples:

NIVEAU NATIONAL *

- Déclaration de la Société Civile (organisations paysannes et structures d'appui) pour l'Année Internationale de l'Agriculture Familiale (**Burkina Faso, 30/11/2013**).
- Manifeste de la Société Civile philippine destinée au président sur

la réforme agraire en place (**Philippines, 22/01/2014**).

- Appel de Maradi du Forum sur l'Agriculture Familiale aux autorités publiques et administratives (**Niger, 08/02/2014**).
- Déclaration du Congrès des Agriculteurs (**Géorgie, 28/03/2014**).
- Déclaration de la Société Civile philippine sur l'Année Internationale de l'Agriculture Familiale (**Philippines, avril 2014**).
- Joint Farmers Organizations and NGO Declaration on International Year of Family Farming. The Quezon City Declaration. (**The Philippines, 25/11/2014**).
- Déclaration de la Société Civile de la province de East Nusa Tenggara (**Indonésie, 23/05/2014**).
- Document d'orientation politique pour la réforme agraire, à travers 25 lignes d'actions (**Mexique, mai 2014**).

- Méemorandum paysan sur la PFA/ LFA (Politique Foncière Agricole/ Loi Foncière Agricole) (**Mali, 30/05/2014**).
- Document d'orientation issu du Forum national sur l'Agriculture Familiale, paysanne et autochtone pour la construction de politiques publiques (**Paraguay, juin 2014**).
- Déclaration Nationale de Rennes pour des Systèmes Alimentaires Territorialisés (**France, 04/07/2014**).
- Déclaration du Forum National Paysan sur l'Agriculture Familiale (**Burundi, 16/10/2014**).
- Document d'incidence politique envers le parlement et le Ministre de l'Agriculture (**Nigéria, 29/09/2014**).
- Document d'orientation sur les politiques publiques, base argumentaire pour le plan national de développement (**Costa Rica**).
- Document d'orientation sur les politiques publiques de l'UNAG - Unión Nacional de Agricultores y Ganaderos de Nicaragua (**Nicaragua, août 2014**).
- Déclaration des 3 plateformes paysannes principales de République Démocratique du Congo contre la politique gouvernementale d'implémentation des parcs agro-industriels (**République Démocratique du Congo, 18/04/2014**).
- Memorandum du Comité espagnol de l'Agriculture Familiale (**Espagne, janvier 2015**).
- Document d'orientation pour la promotion des jeunes dans l'Agriculture Familiale et de petite échelle, approuvé par le gouvernement et le Comité National (**Slovaquie**).
- Livre blanc exprimant les propositions et les engagements de

la Société Civile (**Côte d'Ivoire, décembre 2014**).

- Déclaration finale du Forum National pour la Promotion de l'Agriculture Familiale en RDC (**République Démocratique du Congo, 19/12/2014**).



Dialogue Régional de planification et de mobilisation pour l'AIAF-2014 à Montevideo, organisé par COPROFAM avec l'appui du FRM.

NIVEAU RÉGIONAL

*

- Déclaration Régionale de Montevideo (**Uruguay, 25/03/2014**).
- Déclaration du Forum Latino-américain et des Caraïbes des CN de l'AIAF-2014 (**Brésil, 14/11/2014**).
- Déclaration de la Conférence sur les Femmes Rurales d'Amérique latine et des Caraïbes de l'AIAF-2014 (**Brésil, 12/11/2014**).
- Déclaration Régionale de Bruxelles pour un partenariat entre les OP, l'état et les autres acteurs



M. Lupino Lazaro, président du Comité Directeur International de l'AIAF-2014.

pour un accompagnement global et de proximité des exploitations familiales d'Afrique de l'Ouest (**Belgique, 25/03/2014**).

- Déclaration de la Conférence de l'AIAF en Afrique de l'Est sur la cohérence des politiques globales sur l'alimentation et la nutrition (**Ouganda, 25/09/2014**).

NIVEAU INTERNATIONAL *

- Déclaration d'Abu Dhabi de femmes et hommes leaders agriculteurs (**Abu Dhabi, janvier 2014**).

- Déclaration de Brasilia de femmes et hommes leaders agriculteurs (**Brésil, novembre 2014**).

- Manifeste international des Jeunes Agriculteurs, issu du sommet international de Bordeaux (**France, 04/09/2014**).



Sommet International des Jeunes Agriculteurs à Bordeaux.

A travers des instances gouvernementales ou intergouvernementales, l'engagement des acteurs étatiques envers l'Agriculture Familiale ne s'est pas fait attendre:

- **Déclaration des Nations-Unies** sur l'AIAF-2014: Résolution 66/222 (**New-York, 28/03/2012**).

- **Résolution du Comité de l'Agriculture de la FAO (COAG):** "Les agriculteurs familiaux – Nourrir le monde, soigner la planète (29/09-03/10). Appui des activités de l'AIAF et demande d'intégrer l'Agriculture Familiale dans le plan stratégique de la FAO.

- **Déclaration de Paris des Ministres d'Agriculture** ou du Développement Rural. Salon de l'Agriculture de Paris (**France, 25/02/2014**).

- Déclaration du **Parlement Andin** (29/08/2013).

- **Déclaration de Baku:** Résolution sur la Sécurité alimentaire, les ressources limitées en eau et la stabilité dans la zone OSCE (**Azerbaïdjan, juillet 2014**).

- Constitution d'un groupe de travail centré exclusivement sur l'Agriculture Familiale et le développement rural au sein du CELAC (**Communauté des Etats latino-américains et des Caraïbes**).

- **Recommandation du CMC N° 01/14 sur l'AIAF-2014**, qui renforce la reconnaissance de l'Agriculture Familiale dans le **MERCOSUR**.

- **Héritage de l'AIAF-2014 et perspectives.** [Document](#) approuvé par le International Steering Committee de l'AIAF-2014 (FAO).

- **Résolution 544 du Sénat américain** qui désigne 2014 "Année Internationale de l'Agriculture Familiale" (**USA, 17/09/2014**). ■

V. Les activités de la Société Civile et les Comités Nationaux de l'AIAF-2014

8

Tout au long de l'année, 870 activités d'incidence politique et de sensibilisation de la population mises en place par les CN de l'Agriculture Familiale ont été répertoriées. Le tableau ci-dessous décompose ces activités en fonction de leurs objectifs principaux. Il ne reprend pas la quantité très considérable de réunions internes aux comités nationaux nécessaires à l'organisation et à l'implémentation de ces activités.

Par ailleurs, ce nombre d'initiatives ne reflète qu'une partie de la dynamique mondiale car bien d'autres activités ont été réalisées dans le cadre de l'AIAF-2014 sans qu'elles ne se fassent connaître en dehors de leur implémentation locale.

Dans tous les cas, il s'agit d'une palette d'initiatives aussi diverses que variées, rassemblant d'une dizaine de personnes à des milliers, durant quelques heures ou plusieurs mois, traitant de vulgariser ou au contraire de pénétrer et analyser les composantes les plus complexes de thématiques agricoles ou alimentaires, visant à se concerter sur les solutions à apporter en termes de politiques publiques ou travaillant sur la revalorisation de ce métier aux yeux des citoyens.

De plus, les institutions des Nations-Unies ont également porté l'AIAF à travers de nombreuses activités nationales, régionales et internationales, en plaçant l'Agriculture Familiale au cœur de son agenda d'actions. ■

Continent	Activités de Promotion et de Plaidoyer	Activités de Sensibilisation envers la population	Nombre total d'activités
Afrique	142	66	208
Amérique	185	86	271
Asie-Océanie	109	35	144
Europe	130	117	247
Total	566	304	870



VI. Activités de promotion et de plaidoyer politique: les résultats



Groupe de travail lors de la rencontre scientifique de Montpellier.

Durant cette année, 65% des activités des CN ont concerné l'organisation de réunions officielles, de conférences, de forums, d'ateliers, de séminaires où les décideurs politiques ont été invités afin de dialoguer sur les enjeux des exploitations familiales nationales. Mais il y était aussi question de rappeler et de mettre en avant les capacités des agricultrices et agriculteurs familiaux à relever ces défis, si certaines conditions sont mises en place. Cela a permis également de renforcer les liens et le dialogue entre acteurs étatiques et de la Société Civile.

Des rencontres scientifiques internationales (comme celles d'Almería ou de Montpellier) et des échanges entre agriculteurs de différents pays ont également contribué à enrichir mutuellement les visions et les connaissances.

En outre, de nombreuses études ont été commanditées ou réalisées par les CN afin de renforcer le niveau de connaissance sur les agricultures familiales nationales, en termes de recensement, de stratégies mises en place par les ménages, de difficultés menaçant leurs capacités de production et de commercialisation, de leurs divers besoins, etc. C'est le cas par exemple **des CN du Nigéria, de France, du Burundi, d'Espagne, de Hongrie, de Gambie, d'Inde, des Philippines, de Côte d'Ivoire.**

Toutes ces données ont été autant d'éléments permettant aux CN d'élaborer des outils de plaidoyer solides afin d'orienter les décideurs vers des politiques toujours plus efficaces. De nombreuses séances de travail au sein des CN ont ainsi abouti à la construction de propositions d'orientations sur les politiques publiques autour de thématiques fondamentales telles que le financement du secteur, les marchés, les semences, le foncier, l'emploi de la jeunesse rurale, la femme,... Dans de nombreux cas, ils les ont partagées avec leurs gouvernements et ont participé au développement de politiques publiques promouvant l'Agriculture Familiale lors des processus de construction législative.



Journée des Femmes Rurales en Côte d'Ivoire.

L'AIAF a ainsi atteint son objectif prioritaire: celui de contribuer à améliorer les politiques publiques sur l'Agriculture Familiale! Les exemples ci-dessous en témoignent:

Gambie: Réforme de la politique sur les semences. Établissement d'un comité des semences (Seed Council) au sein duquel les Organisations de la Société Civile, dont l'une fait partie du CN, ont obtenu 3 sièges.

Gambie: Réforme du foncier (droit de propriété et d'usage de la terre) et système d'assurance agricole mis en place par le gouvernement.

République Dominicaine: Loi de sécurité et de souveraineté alimentaire.

Argentine: Décret 1030/2014 prévoyant la constitution du Secrétariat d'État d'Agriculture Familiale.

Bolivie: Loi N° 144 "Révolution Productive Communautaire Agricole" et **loi N° 338** de OECA's et OECOM's, pour l'intégration de l'Agriculture Familiale durable et la souveraineté alimentaire.

Ouganda: Signature, lancement et mise en marche de la **Loi Agricole** (écrite en 2008 mais restée en suspens depuis).

Pérou: Proposition de loi N° 3803/2014-CR qui a pour objectif de repositionner l'Agriculture Familiale au centre des politiques gouvernementales.

Slovaquie: le Ministère de l'Agriculture s'est engagé à **augmenter le budget pour les jeunes**

et pour les petits agriculteurs, passant de 2 à 30 millions d'euros.

Belgique (Wallonie): la définition de l'Agriculture Familiale du CN a été adoptée par le gouvernement wallon dans son nouveau Code de l'Agriculture.

Guatemala: Alliance stratégique entre les organisations de la Société Civile pour impulser l'**abrogation de la « loi Monsanto » (loi 19-2014)** et que le gouvernement finit par concéder.

Colombie: Résolution ministérielle 267 – Lancement par le Ministère de l'Agriculture du Programme de l'Agriculture Familiale. L'article 5 indique que les fonds proviendront du budget national. La **Résolution 300** y établie les conditions d'accès au microcrédit.

Paraguay: Décret 1056 - Loi Présidentielle d'achats publics auprès de l'Agriculture Familiale.

Uruguay: Loi d'Achats Publics de l'Agriculture Familiale, où l'État s'engage à réserver 30% de leurs achats aux petits agriculteurs.

République Dominicaine: Signature d'un **accord de coopération interinstitutionnelle** entre le cabinet de coordination de politiques sociales, le Ministère d'Agriculture et le Comité national de l'Agriculture Familiale.

Bolivia: **Accroissement de la couverture de crédits et financières** de 45.000.000\$, pour une période de 5 ans, destinés à 32.000 familles de petits agriculteurs et entrepreneurs.

Burkina Faso: Engagement du gouvernement à renforcer la nouvelle campagne agricole 2014-2015, au moyen de **nouveaux investissements publics** ciblant les agriculteurs familiaux.

Mali: Mise en marche du **Fond National d'Appui à l'Agriculture (FNAA)** avec un montant d'environ 2 milliards de FCA.

AUTRES PAS EN AVANT *

Bolivia: Compte-rendu de la Journée Mondiale de l'Alimentation par la ministre du Développement rural, dans lequel figure l'implémentation de politiques publiques fondamentales renforçant l'Agriculture Familiale.

République Dominicaine: Le secteur agricole comme le troisième axe du développement national, dans la stratégie de développement du pays pour d'éradication de la pauvreté. Renforcement du transfert de technologie pour l'Agriculture Familiale et des prêts bonifiés aux petits producteurs offertes par Banca Solidaria, Banco Agrícola y Fondo Especial para Desarrollo Agropecuario (FEDA).



Leaders agriculteurs lors du Forum d' du FIDA.

Bangladesh: Engagement du Premier Ministre vis-à-vis de l'établissement d'une Banque de Développement spéciale pour les petits agriculteurs familiaux ayant un accès limité à la terre. Trois millions d'agriculteurs devraient bénéficier de ce soutien à l'accès au crédit.

Mali: Prise en compte du Mémoire paysan du CN, par la commission technique travaillant sur le document de PFA/ LFA (Politique Foncière Agricole/ Loi Foncière Agricole), à laquelle participa la CNOP (Coordination Nationale des Organisations Paysannes), membre du CN.

PROCESSUS LEGISLATIFS EN COURS*

Italie: Processus de négociation d'une proposition de loi spécifique à l'Agriculture Familiale qui la soutient et caractérise sa fonction socio-économique. Elle définit aussi le statut d'agriculteur familial et établit une série de mesures pour assurer le futur de ce.

Slovaquie: Le gouvernement et le CN se sont mis d'accord sur un document de réflexion pour les jeunes et l'Agriculture Familiale de petite échelle. Il y est prévu un engagement de la part du gouvernement de remettre 10% des terres publiques non utilisées aux agriculteurs familiaux.

Hongrie: Processus de loi pour une régulation de la réglementation sanitaire spéciale pour l'accès aux marchés locaux visant les petites exploitations familiales.

Pérou: Projet de loi 3803/2014CR, loi-cadre pour la promotion et le développement durable de l'Agriculture Familiale.

Colombie: Plaidoyer auprès du Ministre de l'Agriculture et du Développement Rural, des membres du Congrès et des collectivités territoriales pour la construction d'une politique publique différenciée pour l'Agriculture Familiale.

Colombie: Définition de l'Agriculture Familiale.

Equateur: Définition et caractérisation participative de l'Agriculture Familiale nationale et accord ministériel sur la définition de l'Agriculture Familiale paysanne, en cours d'élaboration.

Guatemala: Proposition de Programme d'appui à l'agriculture durable.

Le Salvador: Appui à l'exécution du Plan de l'Agriculture Familiale du Gouvernement.

Equateur: Incorporation de l'Agriculture Familiale Paysanne et Communautaire dans la proposition de loi foncière élaborée par la commission de Souveraineté alimentaire de l'Assemblée nationale.

Népal: Le gouvernement a accordé un montant de 78.000€ pour promouvoir l'AIAF en 2014 et s'est engagé publiquement à continuer avec les politiques pro-agricultures familiales au-delà de 2014. ■



VII. Activités de sensibilisation envers la population: les résultats



Conférence de presse organisée par le Comité Nacional de l'AIAF-2014 en Gambie.

L'Agriculture Familiale souffre d'une vision tronquée et souvent négative à la fois de la part de nombreux gouvernements mais aussi de la part de la population. Elle est vue parfois comme un travail de subsistance, basé sur un modèle archaïque, bien incapable d'assurer la sécurité alimentaire nationale. Cette image explique en partie pourquoi quelques décideurs politiques s'en détournent au bénéfice d'autres modèles de production agricole peu durables sur le moyen et le long terme. Mais cela a aussi un impact sur la perception que les agriculteurs ont de leur propre métier et contribue à ce que la jeunesse se détourne du secteur.

C'est pourquoi un tiers des activités de l'AIAF-2014 se sont focalisées spécifiquement sur la sensibilisation de la population, afin de redorer l'image de

l'Agriculture Familiale et de lui rendre la place qu'elle mérite dans la société. Il s'agissait aussi de toucher directement les agriculteurs familiaux afin de lutter contre la propre déconsidération personnelle qu'ils ont parfois de leur métier.

Un travail de sensibilisation et d'information à cibler spécifiquement les médias. De nombreuses conférences de presse, à l'origine d'une multitude d'articles dans la presse écrite et online, ont été organisées par les CN **d'Espagne, du Burundi, du Burkina Faso, de RDC, de Gambie, de Suisse, d'Indonésie, du Togo, des Philippines, du Népal, du Nicaragua, du Salvador, du Guatemala, du Zimbabwe, d'Uruguay** et par bien d'autres encore. En outre, les CN de **Bolivie, du Burundi, de Côte d'Ivoire, de RDC et du Burkina Faso**

ont dispensé des formations aux journalistes, afin que ceux-ci puissent relayer d'autant mieux une image réajustée de l'Agriculture Familiale.

Des émissions à la radio traitant de l'Agriculture Familiale nationale ont été émises entre autre par les CN du **Burundi, du Costa Rica, du Népal, des Philippines, d'Ouganda, du Zimbabwe, de Slovaquie et de France**. Le petit écran aura aussi permis de toucher une frange importante de la population à travers des émissions d'information et de sensibilisation **au Togo, au Burundi, au Népal, en Côte d'Ivoire, au Burkina Faso, en RDC, en Espagne, en Inde et en Slovaquie**.

La très grande majorité des Comités nationaux ont implémenté des campagnes de communication et ont créé divers matériaux permettant de renforcer la visibilité de l'AIAF: sites internet, documentaires, posters, calendriers, livrets, brochures, t-shirt, vestes,...

Ces matériaux de communication ont pu être diffusés ou distribués lors de plus d'une quatre-vingtaine de foires agricoles, de forums publics et de festivals (**CN de Belgique, d'Equateur, d'Argentine, de Bolivie, du Brésil, du Burkina Faso, d'Ouganda, de Côte d'Ivoire, de Géorgie, de Colombie, du Costa Rica, de Slovaquie, du Paraguay, de Suisse, d'Italie, du Népal, de Gambie, d'Indonésie, de France, du Salvador, du Mexique, du Sénégal, de Nouvelle-Zélande, du Nicaragua, d'Uruguay, du Nigéria et du Niger**). Des marches organisées par les CN du **Brésil, d'Indonésie, du Népal, d'Ouganda, de Costa Rica, du Niger, de Côte d'Ivoire** ont également contribué à apporter de la visibilité à

l'AIAF. Aux **Philippines**, une longue marche des petits producteurs de noix de coco à travers tout le pays a particulièrement été médiatisée.

Des concours ciblant le public ou les agriculteurs ont été proposés par les CN du **Canada, du Portugal, de France, de Belgique, de Gambie, du Népal, de Nouvelle-Zélande, du Mexique et du Burkina Faso**. Le ministère de l'Agriculture de la République Dominicaine, l'un des membres actifs du Comité National, a organisé des visites du président aux agriculteurs familiaux, afin de valoriser son rôle stratégique dans la société dominicaine. Dans le même temps, les CN des **Philippines, de France, de Belgique, d'Indonésie et de Colombie** ont réalisé des expositions photos.

D'autres initiatives, telles que des visites d'exploitations agricoles, l'impression de timbres à l'effigie de l'Agriculture Familiale (**au Brésil et en Equateur**), l'émission de pièces commémoratives **au Portugal** et des chansons avec clip-vidéo ont complété ce programme de sensibilisation du grand public.

Même s'il est compliqué d'établir avec précision l'impact des activités ciblant la population, il est néanmoins certain qu'elles auront aidé à rehausser l'Agriculture Familiale dans l'inconscient collectif des pays concernés. Le CN du **Népal** estime par exemple avoir touché directement plus de 106.600 personnes à travers ses activités de mobilisation et indirectement la majorité de la population nationale. ■

VIII. Suite et perspectives

L'Année Internationale de l'Agriculture Familiale AIAF-2014 a placé l'Agriculture Familiale au centre des débats, là où elle ne peut plus être ignorée. Les projecteurs de la scène internationale ont mis en lumière ses défis et ses fonctions fondamentales et ont rassemblé les acteurs ayant un rôle clé à jouer pour la favoriser: organisations paysannes, décideurs politiques, institutions internationales, ONG, centres de recherche agricole,...

Cette année a été bien nécessaire mais n'est malheureusement pas suffisante pour que l'Agriculture Familiale soit suffisamment appuyée et reconnue à l'échelle mondiale.

Les résultats obtenus en un an sont très encourageants et ont poussé les CN de l'Agriculture Familiale à poursuivre le travail collectif engagé en

2014. En se basant principalement sur les consensus obtenus à Brasilia, il a été décidé que la campagne sur l'Agriculture Familiale sera étendue de 10 ans. Celle-ci s'appelle **AIAF+10** et à travers ce large cadre temporel et organisationnel, l'objectif continuera de viser l'obtention de meilleures politiques publiques en faveur de l'Agriculture Familiale.

Dans ce large cadre d'actions, les efforts se concentreront sur **l'accompagnement des Comités nationaux de l'Agriculture Familiale, sur la promotion de la recherche participative et sur le travail de construction depuis la base des Directives Globales pour la promotion de l'Agriculture familiale.** ■



Déclaration de la Décennie de l'Agriculture Familiale 2015-2024 au Népal, lors d'un événement de clôture de l'AIAF-2014 célébré le 1er janvier à Katmandou.



Quelques représentants des Comités Nationaux de l'AIAF-2014, avec les leaders agriculteurs participant à la Rencontre de Brasilia en Novembre 2014.

IX. Conclusion

Pour beaucoup de Comités Nationaux, la plus grande réussite concerne la prise de conscience par la communauté internationale des enjeux et de la nécessité de soutenir l'Agriculture Familiale. Elle concerne également la reconnaissance par cette dernière de la Société Civile comme un ensemble d'acteurs-clés pour contribuer à la bonne marche du pays.

Les organisations agricoles nationales et les fédérations régionales ont conduits des dynamiques et des activités importantes autour de l'Année Internationale. Une contribution très importante, essentielle pour le progrès au profit de l'Agriculture Familiale.

Jamais une année internationale n'aura été célébrée de la sorte. Mais ces résultats ne sont finalement qu'à l'image de l'importance capitale de l'Agriculture Familiale, paysanne, la pêche artisanale, le pastoralisme et les communautés autochtones, ainsi que de la nécessité de reconsidérer les

différentes politiques qui ont le pouvoir de l'affecter ou de l'appuyer. Les engagements pris par les gouvernements et les premiers programmes de politiques publiques établis en 2014 pour favoriser l'Agriculture Familiale sont une excellente chose. Il faut continuer à veiller à ce que tous les engagements soient respectés, pour laquelle il est essentiel que les agences internationales et les gouvernements continuent d'écouter et de travailler avec les organisations de la Société Civile.

Il reste cependant beaucoup à faire pour que cet éveil de conscience politique se généralise et se concrétise par des lois efficaces et pour que les agricultures familiales, véritables ambassadrices de la souveraineté et de la sécurité alimentaires des nations, puissent porter fièrement une des plus nobles responsabilités qu'il soit: nourrir le monde toute en prenant soin de la planète. ■ ■

Remerciements

Par ces lignes, nous voudrions exprimer nos sincères remerciements à toutes les personnes et organisations qui ont participé aux activités organisées dans le monde entier pour l'Année Internationale de l'Agriculture Familiale AIAF-2014. Des organisations et des fédérations agricoles, des ONG de toutes sortes, des centres de recherche agricole, des universités, des bailleurs de fonds, des gouvernements locaux, régionaux et internationaux, des organismes internationaux, etc. Nos sincères remerciements pour l'enthousiasme et le climat de coopération générés autour de l'AIAF-2014.

Avec l'appui de



Investir dans les populations rurales



Ministério do
Desenvolvimento Agrário



act:onaid



* Publié en Avril 2015 par le Comité Consultatif Mondial AIAF-2014 de la Société Civile.



FORUM RURAL MONDIAL
FORO RURAL MUNDIAL
WORLD RURAL FORUM
MUNDUKO LANDAGUNEA

WRFsecretary@ruralforum.net
Tel. +34 945 12 13 24
www.familyfarmingcampaign.net